



PÉTITION NATIONALE

Un logement pour tous et partout, c'est possible avec la création d'un service public de l'habitat

► Il n'y a pas assez de logements

Il faut construire 120 000 logements à loyer modéré par an pendant au moins 5 ans.

► Les logements sont trop chers

Il faut encadrer le prix de la quittance et limiter les dépenses pour le logement (loyer, chauffage, eau, charges) à un maximum de 20% des revenus des foyers.

► Des maires réactionnaires refusent les logements sociaux

La construction de 20% de logements sociaux doit être obligatoire dans toutes les villes et dans toutes les constructions nouvelles de 10 logements et plus. Les maires volontairement hors-la-loi deviennent inéligibles !

► Pour tous ceux qui vivent le drame du mal logement

logement

Un plan d'urgence de réquisition des logements vacants et l'interdiction des expulsions sans relogement décent doit être mis en place immédiatement.

► Avec la crise du logement il faut revoir les opérations de démolition

opérations de démolition

Nous voulons habiter dans des villes belles, mais il faut arrêter la destruction de logements sociaux décidée sans l'accord des locataires et qui visent à chasser les pauvres.

► Le logement est un droit

Chacun doit pouvoir se retourner devant les tribunaux contre l'Etat si son droit est bafoué : c'est le droit au logement opposable.

► On a tous notre mot à dire

Les associations de locataires et les usagers doivent participer au fonctionnement démocratique de ce service public de l'habitat.

► L'Etat doit financer le logement et en faire une grande cause nationale

Il faut un budget de l'Etat pour le logement d'au moins 2% du PIB, un encadrement des prix des loyers, le retour à une aide à la pierre de haut niveau et une augmentation des aides à la personne. Mais il faut aussi supprimer les cadeaux fiscaux aux plus riches qui construisent et louent des logements à des loyers inaccessibles pour les demandeurs de logements !

L'argent pour financer ces mesures existe : c'est le nôtre !

Il s'agit des 115 milliards d'euros issus de nos livrets A d'épargne collectés et gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations. La mobilisation de cet argent suffirait à la construction des logements sociaux manquants aujourd'hui. D'autres mesures coûtent aussi de l'argent, mais elles peuvent largement être financées, en plus du réinvestissement de l'Etat, par le 1% logement et par la taxation de ceux à qui bénéficie la spéculation immobilière et la hausse des loyers.

Je signe

NOM ET PRENOM	ADRESSE	TELEPHONE EMAIL	SIGNATURE

Retournez vos signature à ANECR, Collectif logement – 10 rue Parmentier 93100 Montreuil